



**UNITED FOR
DEMOCRACY
UNITED FOR
DEMOCRACY
UNITED FOR
DEMOCRACY**

PES 10TH CONGRESS
12 & 13 JUNE 2015
BUDAPEST

Pour une Europe tolérante, inclusive et démocratique Adoptée par le congrès du PSE

Cette année, nous célébrons le 20e anniversaire des accords de Schengen, une pierre angulaire pour des sociétés plus inclusives, plus libres et plus ouvertes. Ces accords démontrent que les pays signataires se font suffisamment confiance pour vivre sans frontières internes. Cette idée est aujourd'hui menacée.

Le Parti socialiste européen (PSE) s'engage à défendre fermement la paix, le progrès et la prospérité de tous les Européens en combattant les démons du passé. Ce que nous avons obtenu jusqu'ici est aujourd'hui tenu pour acquis. Il en résulte une réaction inquiétante contre les valeurs européennes et leur essence démocratique, défiées par des idéologies et mouvements extrémistes.

Nous risquons d'assister à l'avènement de démocraties intolérantes, légitimées par des élections et dans lesquelles la liberté et les libertés individuelles se trouvent menacées. L'État de droit est l'essence même de la démocratie. L'abus de pouvoir constitue un grand danger auquel seule la démocratie peut répondre.

Renforcer l'État de droit

Notre principal défi consiste à promouvoir et sauvegarder nos valeurs fondamentales en parvenant à un juste équilibre entre liberté, sécurité, protection et vie privée, en nous fondant sur les principes de la démocratie. Le PSE réaffirme son attachement aux droits fondamentaux tels que définis dans la Charte des droits fondamentaux de l'Union européenne, et en particulier au droit de tout citoyen de l'UE à :

- la dignité humaine;



- la liberté et la sécurité, au droit de se marier et au droit de fonder une famille, la liberté de pensée, de conscience et de religion, la liberté d'expression et d'information, la liberté de réunion et d'association, l'éducation, l'asile, la protection en cas d'éloignement, d'expulsion ou d'extradition;
- l'égalité devant la loi, la non-discrimination, la diversité culturelle, religieuse et linguistique, l'égalité entre les hommes et les femmes, la protection des droits de l'enfant et des personnes âgées, l'intégration des personnes handicapées;
- l'accès à des conditions de travail justes et équitables, à la sécurité sociale, à l'assistance sociale et aux soins de santé, ainsi que l'accès aux services;
- au droit de vote et à la liberté de mouvement et de résidence.

Le fait de défendre l'État de droit expose l'UE à des défis considérables. En cas de violations de la part d'un État membre, l'action de l'UE se trouve limitée. Au cours de la dernière décennie, des leaders conservateurs, y compris Viktor Orbán en Hongrie, ont régulièrement violé les principes de l'État de droit en bafouant les droits et libertés. La corruption est une menace sérieuse à laquelle l'UE doit faire face dans plusieurs États membres. Outre le dialogue politique, la seule façon d'agir consiste à recourir à l'art. 7 du Traité sur l'Union européenne, qui introduit une procédure d'alerte et dont la dernière disposition prévoit la suspension des droits de vote. La gravité de cette option est telle qu'elle n'a pas encore été appliquée à ce jour.

Nous saluons le nouveau cadre de l'UE pour renforcer l'État de droit établi par la Commission européenne. Toutefois, nous demandons l'introduction d'un **tableau de bord de la démocratie dans l'UE** (exerçant la fonction de **système d'alerte rapide**) afin de veiller à ce que les États membres se conforment aux valeurs communes de l'UE et respectent les droits fondamentaux. Cela ne nécessite pas la création de nouvelles agences ou institutions, mais bien une meilleure coordination, une coopération renforcée et l'utilisation exhaustive des outils législatifs et non législatifs existants dans les domaines concernés.

L'UE doit relever ce défi afin de garantir l'application de l'État de droit et une justice équitable pour tous.

Unis contre la peur

Nos valeurs européennes fondamentales font l'objet d'attaques sur plusieurs fronts. Nous assistons à la montée de mouvements extrémistes issus de toutes les franges du spectre politique et dont les idéologies prônent l'intolérance, le non-respect des minorités et la polarisation de nos sociétés. Les politiques d'austérité, le déficit démocratique et les défis économiques constants auxquels sont confrontés les citoyens ont fait baisser la confiance dans les institutions politiques. Cette situation a fertilisé le terreau de la résurgence du nationalisme, des discours de haine et de la politique de la peur, à savoir les fondements même du populisme de droite et des extrémismes. Ces partis créent une fausse propagande et affaiblissent notre paix sociale.

L'Europe a été confrontée à plusieurs attentats terroristes visant délibérément à générer de la méfiance au sein de nos sociétés, menaçant ainsi la démocratie comme nos valeurs les plus fondamentales. L'Europe a besoin de répondre à ces menaces de manière coordonnée, collective et respectueuse des libertés fondamentales. Il est de notre



responsabilité commune d'améliorer la coordination au niveau européen. Les événements dramatiques intervenus plus tôt cette année ont clairement démontré la nécessité d'agir.

Nous pensons que l'Union européenne doit garantir la sécurité de tous ses citoyens et, par conséquent, renforcer la coopération entre les États membres. Ce faisant, nous devons nous assurer d'obtenir un juste équilibre et un respect total des droits fondamentaux des citoyens européens. Combattre le terrorisme et le radicalisme doit aller de pair avec l'intensification d'un dialogue visant à promouvoir la création de sociétés véritablement inclusives. Nous voulons une société dans laquelle les droits des personnes sont garantis par la loi, sans considération de race, de handicap, de sexe, d'identité de genre, d'orientation sexuelle ou de toute autre forme de discrimination.

Rappelant la déclaration des dirigeants du PSE de février 2015, nous déplorons vivement toute tentative de justification des attaques terroristes, ainsi que l'utilisation de celles-ci pour stigmatiser l'une ou l'autre communauté ou limiter la liberté de quiconque. Ces attentats n'ont fait que renforcer notre détermination à lutter pour des sociétés inclusives et libres, ainsi que notre respect pour la liberté d'expression.

Nous déplorons vivement la vile réaction des partis d'extrême-droite, qui ont tenté de tirer parti des attentats en répandant leur propre campagne de haine. Notre réponse aux terroristes et aux extrémistes est l'unité. Nous sommes convaincus qu'il ne peut y avoir de sécurité sans respect des principes démocratiques et de l'État de droit.

Le PSE rejette fermement toute forme d'antisémitisme, d'anti-tsiganisme, d'islamophobie, de haine raciale, d'homophobie, de xénophobie et de transphobie ainsi que toutes formes d'intolérance envers les personnes handicapées. Nous rejetons également les discours de haine, qui constituent une incitation à la discrimination, l'hostilité ou la violence envers des communautés.

Il y a sept ans, la Commission européenne a proposé une loi bannissant toute discrimination fondée sur l'orientation sexuelle, l'âge, le handicap ou la religion dans les domaines non liés à l'emploi. Nous déplorons vivement le fait que, sept ans plus tard, la proposition demeure bloquée au niveau du Conseil en dépit des fortes pressions exercées par le Parlement européen. C'est pourquoi nous devons continuer à lutter pour une directive européenne bannissant toutes formes de discriminations dans tous les domaines, liés à l'emploi ou non.

Il est nécessaire d'adopter des politiques actives de lutte contre toute forme de discrimination et d'intolérance. Les lignes directrices européennes en matière de respect et de protection de toutes les minorités doivent être soigneusement mises en œuvre. Les Roms en particulier ont besoin de l'accès à l'éducation, aux soins de santé et au logement, ainsi que d'actions destinées à lutter contre la ségrégation.

Responsabilisation et implication des citoyens européens

L'Europe enregistre un déclin de participation civique, une baisse de son capital politique et social, une diminution de la participation électorale, en particulier lors des élections européennes, ainsi qu'un manque de confiance envers la politique et les politiciens.

Le PSE s'attachera à résoudre ce problème d'abstentionnisme et de désenchantement à l'égard de la politique. Notre objectif consiste à renouer le dialogue avec tous les citoyens.



Pour améliorer la participation civique et renforcer la démocratie, la tolérance et les valeurs fondamentales, pour construire des sociétés inclusives, il nous faut investir davantage dans l'éducation civique ainsi que dans l'éducation aux valeurs et aux droits.

Le PSE considère le problème de l'abstentionnisme électoral comme un défi politique majeur. En tant que démocrates, nous devons être capables de transmettre l'essence de la démocratie, en particulier aux jeunes générations. Aujourd'hui, les systèmes électoraux varient fortement d'un pays à l'autre, de moins en moins de citoyens exercent leur droit, démocratique, de vote.

Notre famille politique, en particulier, a la responsabilité de s'assurer que le droit fondamental de vote demeure une réalité pour tous les électeurs en Europe. C'est la raison pour laquelle nous soutenons les réformes électorales qui étendent les possibilités de vote et simplifient le système de façon à ce que chacun puisse prendre part au processus démocratique, au niveau national comme au niveau européen. Nous voulons envisager les avantages liés au vote anticipé, améliorer l'accessibilité des bureaux de vote et mobiliser les jeunes électeurs.

Le PSE travaillera à la réforme de l'Acte électoral européen afin de renforcer la dimension européenne des élections européennes ainsi que la notion de citoyenneté européenne. Il demeure essentiel que nous élevions le niveau d'importance du Parlement européen. Nous avons besoin de renforcer ses pouvoirs démocratiques de façon à ce que chaque individu perçoive l'utilité de son vote. Il s'agit là de la motivation principale et intrinsèque première des gens à se rendre au bureau de vote. La famille sociale-démocrate doit élaborer une stratégie électorale commune en vue des prochaines élections européennes. Le PSE se doit de mobiliser les gens en leur présentant les enjeux politiques européens de ces élections. Nous avons présenté un Manifeste commun et un candidat commun à la présidence de la Commission européenne, nous devons continuer à construire ces fondations importantes par l'intermédiaire d'une campagne continentale apte à promouvoir les thèmes et la stratégie des sociaux-démocrates.

Nous sommes convaincus que nous, sociaux-démocrates, nous devons de placer la démocratie, l'État de droit, nos valeurs mais aussi et surtout les citoyens européens au coeur de nos actions. Le PSE et ses partis et organisations membres doivent s'engager dans tous les processus permettant de rétablir la confiance des gens en la politique, en se faisant l'écho de leurs valeurs et de leurs aspirations et en offrant de réelles solutions politiques, progressistes, différentes de celles des autres partis européens.

En résumé, le PSE appelle tous les partis politiques européens à adhérer aux propositions suivantes :

- un **tableau de bord de la démocratie dans l'UE** exerçant la fonction de **système d'alerte rapide**, pour vérifier le respect des droits fondamentaux et de l'État de droit, non seulement dans les pays candidats à l'adhésion à l'UE mais également au sein des pays déjà membres;
- une proposition de **procédure contraignante** en cas de violation de nos valeurs et droits fondamentaux par n'importe quels États membre de l'UE;
- un engagement fort à résoudre les problèmes juridiques empêchant encore **l'adhésion très attendue à la Convention européenne des droits de l'Homme**;



- l'adoption de la **législation européenne en matière de lutte contre les discriminations** afin de garantir une égalité de traitement indépendamment de la religion ou la croyance, du handicap, de l'âge ou de l'orientation sexuelle;
- l'examen des possibilités de **simplification** des systèmes de vote et d'enregistrement ainsi que des possibilités d'extension du vote.

Le PSE, conformément à ses statuts, n'acceptera aucune déclaration ou action menaçant les principes que nous partageons et n'entretiendra aucune relation avec un parti qui ne les partage pas. Nous faisons nôtre la devise de l'UE, « Unis dans la diversité », et demandons à tous les autres partis européens d'en faire autant.

